

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 10 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq le **10 décembre 2025 à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans la Salle des Fêtes – Rue du Général Leclerc – 51300 FRIGNICOURT, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 24 novembre 2025 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, FORMET, FORTIN, VEBER, DHYÈVRE, DULIEUX, Mme GUÉRY, MM. COTTON, DELCOMBEL, MATHIEU, Mme FELICETTI, MM. DESCHAMPS, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. MALOU, DUGOIS (suppléant de M. CASTAGNA), CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS, DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme GEOFFROY, MM. NOBLET, GAUMONT, ROYER, CHAVEROU, LOISELET, PASSINHAS, BONETTI, BOUQUET, Mme RÉOLON, M. MOUTON, Mme COLLIN, M. BURCKEL, Mme VÉGA, MM. GONTHIER, FONTAINE, Mme COLSON, M. ROCH, Mmes SERRE, BAUMEL, M. BEAUJOIN, Mmes PARIS, GOUILLY, MM. TRIOLET, EL GHALLOUSSI (jusqu'à 18h30).

Absents excusés : M. LONCLAS, Mme PARNISARI, MM. THIÉBAULT, MAUTRAIT, Mmes KARCENTY, SIMONNET, MM. COQUIN, TINDILLIÈRE, Mme JACQUEMOT, MM. HMISSI, CARDOSO, Mmes BERTIN, GOLLÈS, M. ERRE.

Absents : MM. NICOLEAUD, LANTERNAT, Mme MUNSTER, M. DUCHÊNE.

10 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. LONCLAS, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. FORTIN,
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à Mme ARMANETTI,
- ✓ M. MAUTRAIT, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir M. MOUTON,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à Mme COLLIN,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. BURCKEL,
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Monsieur Daniel FONTAINE.

- N°152 -

FINANCES

RÉAMÉNAGEMENT PRÊT MON280430EUR001 AVEC SFIL

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la nomenclature M 57,

Vu le prêt MON280430EUR001el 51 pour un montant de 1.500.000,00 €,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté du 24 novembre 2025,

Considérant le capital restant dû de 199.999,84 € € pour le prêt 3262,

Considérant le taux actuel de 3,72 %,

Considérant la volonté de bénéficier de la baisse des taux pour optimiser la dette,

Considérant la proposition de la SFIL du 5 novembre 2025 de renégocier le prêt à 2,85 %, offre économiquement la plus avantageuse pour le rachat de ce prêt pour un montant de 205.267,65 € avec la soulte,

Le Conseil de Communauté, après avoir pris connaissance de l'offre de financement de la Caisse Française de Financement Local et des conditions générales version.CG-CAFFIL-2025-16 y attachées,

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver le remboursement par anticipation total du prêt n°MON280430EUR001 ;

2°/ approuver les principales caractéristiques du contrat de prêt

Prêteur	: CAISSE FRANÇAISE DE FINANCEMENT LOCAL
Emprunteur	: Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER
Score Gissler	: 1A
Montant du contrat prêt	: 205 267,65 €
Durée du contrat de prêt	: 5ans
Objet du contrat de prêt	: à hauteur de 205.267,65 €, refinancer, en date du 31/12/2025, le contrat de prêt ci-dessous:

Numéro du contrat de prêt refinancé	Numéro de prêt	Score Gissler	Capital refinancé
MON280430EUR	001	1A	199.999,84 €
Total			199.999,84 €
Numéro du contrat de prêt refinancé	Indemnité compensatrice dérogatoire maximale totale due	Dont indemnité compensatrice dérogatoire maximale intégrée dans le capital du contrat de prêt de refinancement	Intérêts courus non échus
MON280430EUR001	5.267,81 €	5.267,81 €	1.839,33 €
Total dû à régler le 31/12/2025			1.839,33 €

Le montant total refinancé est de 205.267,65 €.

Le contrat de prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par ses stipulations.

Tranche obligatoire à taux fixe du 31/12/2025 au 01/12/2030

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

Montant : 205.267,65 €

Versement des fonds : 205.267,65 € réputés versés automatiquement au 31/12/2025

Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 2,85 %

Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'amortissement

et d'intérêts : périodicité annuelle

Mode d'amortissement : constant

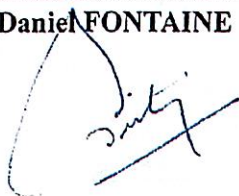
Remboursement anticipé : autorisé pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

3°/ approuver le montant de la soulte à 5.267,81 € qui est capitalisée et décide l'étalement de cette soulte sur une durée de 5 ans ;

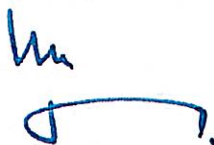
4 /autoriser Monsieur le Président à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec la Caisse Française de Financement Local.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil de Communauté.

Le secrétaire de séance,
Daniel FONTAINE



POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 12 DEC. 2025
et de la publication le 12 DEC. 2025
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de
CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.